

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota

En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito

Semaine du 24 septembre 2026

FOCUS : ACCORD PETROLIER ETATS-UNIS-VENEZUELA, LE «DEAL PETROLIER DU SIECLE» ?2

Bolivie 3

Le Congrès approuve la loi autorisant la signature d'un programme avec le FMI. 3

La Bolivie met fin à la subvention au diesel. 3

Colombie 3

L'utilisation des espèces pour les achats du quotidien a chuté à 25 points de pourcentage. 3

Le Grupo Energía de Bogotá remporte un nouveau projet stratégique de renforcement du réseau électrique. 3

Entre janvier et juillet, le déficit commercial a atteint 11 Md\$. 4

Le projet routier ALO Sur entre en phase de travaux pour un investissement de 511 M\$. 4

Équateur 4

Le gouvernement demande aux grands consommateurs d'électricité de réduire leur consommation face à un secteur électrique tendu. 4

L'inflation au mois d'août poursuit sa tendance à la baisse. 5

Guyana 5

Le Guyana prend du retard dans le commerce numérique. 5

Pérou 6

La production illégale d'or a déjà dépassé la production légale. 6

La Banque centrale revoit à la baisse ses prévisions de croissance à 3,2 % pour 2026 en raison du phénomène *El Niño*. 6

Suriname 6

Le PDG de TotalEnergies confirme l'avancement du projet pétrolier GranMorgu. 6

Venezuela 7

Le FMI ouvrira un bureau à Caracas en 2027. 7

Focus : Accord pétrolier Etats-Unis – Venezuela, le « deal pétrolier du siècle » ?

Le 28 août, Donald Trump a annoncé un accord pétrolier entre les Etats-Unis et le Venezuela, qu'il présente comme le « deal pétrolier du siècle ».

La Maison Blanche confirme un montage centré sur North American Blue Energy Partners (NABEP), une société privée de droit caribéen opérant déjà au Venezuela. Cet accord organise un accès américain privilégié à 17 champs représentant environ 65 milliards de barils de réserves prouvées, ce qui correspond à environ 20 % des réserves du Venezuela et 140 % des réserves des Etats-Unis.

L'*Office of Strategic Capital* (OSC) du Pentagone obtient en outre des « penny warrants », c'est-à-dire des bons de souscription d'actions (*warrants*) dont le prix d'exercice est très faible, lui permettant d'acquérir jusqu'à 35 % du capital de la société mère de NABEP à un prix symbolique. Le montage prévu pour NABEP prévoit également une protection contre la dilution : si NABEP fait entrer de nouveaux investisseurs, la participation potentielle des États-Unis doit rester à 35 %. Le Département d'Etat dispose en outre d'un droit d'achat de 20 % de la production au coût de production et d'un droit de premier refus sur les 80 % restants.

Le choix de la société NABEP comme acteur principal de cet accord semble lié à la volonté de Washington de s'appuyer sur un acteur familier de l'environnement opérationnel vénézuélien.

NABEP espère attirer jusqu'à 100 Md\$ d'investissements privés issus des Etats-Unis. La société affiche à terme un objectif de production supérieur à 1,5 M de barils/jour. Cet objectif semble ambitieux car, à titre de comparaison, la production actuelle de NABEP est de 200 000 b/j, et la production totale du Venezuela atteint aujourd'hui 1,2 M b/j

De son côté, l'administration Trump assume explicitement une dimension géopolitique, en présentant l'accord comme un moyen de consolider la « domination énergétique » américaine et de réduire l'influence russe et chinoise dans l'hémisphère.

La communication de la Maison Blanche insiste sur la sécurisation de l'approvisionnement en pétrole et sur une potentielle baisse des prix à la pompe dans le contexte de la crise au Moyen-Orient, bien que cet effet ne sera pas immédiat en raison des délais nécessaires à la mise en œuvre des investissements. De plus, Washington et Caracas présentent l'opération comme un deal « gagnant-gagnant » visant à reconstruire le secteur pétrolier vénézuélien, avec jusqu'à 100 Md\$ d'investissements privés espérés et environ 200 Md\$ de recettes fiscales potentielles pour le Venezuela sur 25 ans.

Le texte de l'accord n'ayant pas été rendu public, il soulève de nombreuses interrogations concernant son ampleur et le cadre juridique qui l'entoure, sa pérennité alors que le processus de transition démocratique n'a pas encore été engagé et les risques économiques associés pour les parties prenantes à l'accord.

Bolivie

Le Congrès a approuvé la loi autorisant la signature d'un programme avec le FMI.

Le Congrès a voté aux deux tiers la loi autorisant l'accord de 1,9 Md\$ avec le FMI. Avant d'entrer en vigueur, ce programme doit être approuvé par le Conseil d'administration du FMI. Pour accéder au nouvel emprunt, la Bolivie s'est engagée à supprimer intégralement les subventions au carburant, à réduire le déficit budgétaire et le déficit courant, et à garantir un taux de change flexible (cf. [Brèves semaine 27](#)). Ce programme a pour but de remédier aux déséquilibres macroéconomiques persistants. Le gouvernement prévoit également que l'accord aidera à finaliser de nouveaux financements avec la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement et la CAF pour environ 5 Md\$.

La Bolivie met fin à la subvention au diesel.

Le président Rodrigo Paz a annoncé la suppression de la subvention au diesel, accompagnée d'un ensemble de mesures visant à atténuer ses conséquences sociales. Celles-ci incluent des primes et la suppression de taxes sur les biens importés. Ces dernières semaines, le gouvernement commençait déjà à réduire la portée de cette subvention en relevant le prix des carburants et en retirant les grands consommateurs de la liste des bénéficiaires (cf. [brèves semaine 34](#)). Le coût de l'approvisionnement représente désormais une dépense plus élevée pour les secteurs des transports et de la construction, devant intégrer cette hausse dans leurs coûts.

Cette subvention représentait en effet un coût important pour les finances publiques, de 2,5 Md\$ par an selon le gouvernement, ce qui rendait difficiles les approvisionnements observés depuis 2024. Cette mesure intervient dans un contexte de négociations avec le FMI pour la mise en place d'un programme, qui

nécessite au préalable un assainissement des finances publiques.

Colombie

L'utilisation des espèces pour les achats du quotidien a chuté à 25 points de pourcentage.

L'utilisation des paiements en espèces pour couvrir les achats du quotidien est passée de 89 % en 2014 à 65 % en 2026 en valeur, selon la Banque centrale. Cette diminution s'explique par le déploiement de systèmes de paiement numérique comme Bre-B et l'essor des portefeuilles numériques comme Daviplata et Nequi. En trois ans, la part des Colombiens privilégiant l'argent liquide a diminué de 12 points de pourcentage en part du nombre de transactions. Cette préférence pour les outils numériques est surtout concentrée dans les catégories sociales supérieures et dans les villes, notamment à Bogotá, Cali et Barranquilla. Malgré cette baisse de l'utilisation des espèces, la quantité de monnaie fiduciaire émise par la Banque centrale continue de croître. En 2025, la valeur des billets en circulation a atteint 53 Md\$ (170,2 billions de COP), soit une augmentation de 6,6 % par rapport à 2024.

Le Grupo Energía de Bogotá remporte un nouveau projet stratégique de renforcement du réseau électrique.

L'Unité de planification minière et énergétique (UPME) a attribué au Grupo Energía de Bogotá (GEB), via sa filiale Enlaza, le projet de nouvelle sous-station électrique Aguaclara à 230 kV, dans le département du Casanare. Le projet comprend la construction, l'exploitation et la maintenance de la nouvelle infrastructure et des lignes de transmission associées. Il prévoit notamment la construction d'environ 133 km de nouvelles lignes électriques et doit entrer en service fin 2030. Inscrit dans le Plan d'expansion de

référence Génération-Transmission 2022-2036, le projet doit contribuer au renforcement du réseau électrique national et à la sécurisation de l’approvisionnement dans l’est du pays. Cette nouvelle infrastructure intervient alors que la Colombie doit simultanément développer ses capacités de production et renforcer son réseau de transport pour répondre à l’augmentation attendue de la demande électrique au cours des prochaines années.

Entre janvier et juillet, le déficit commercial a atteint 11 Md\$.

Le déficit commercial s’élève à 11 Md\$ entre janvier et juillet, contre 16,4 Md\$ sur l’ensemble de 2025, année de record historique. Ainsi, l’Association nationale du commerce extérieur (Analdex) estime que le déficit commercial de 2026 devrait dépasser celui de 2025. Cette évolution s’explique par une forte augmentation des importations (+22,9 % en juillet en g.a.), favorisée par l’appréciation du peso face au dollar, de plus de 15 % depuis le début de l’année. À l’inverse, cette appréciation a pénalisé les exportations en réduisant leur compétitivité. Celles-ci ont augmenté de 6 % en 2026 (en g.a.), un rythme inférieur à celui observé en début d’année, avant l’appréciation du peso.

Le président d’Analdex a souligné que, même lorsque le taux de change était plus favorable aux exportateurs, la Colombie n’était pas parvenue à stimuler suffisamment ses exportations. Il estime que la correction du déséquilibre extérieur passe notamment par un assainissement des finances publiques. En effet, une augmentation du déficit budgétaire de l’État peut entraîner une dégradation du solde commercial, car elle réduit l’épargne nationale, stimule la demande intérieure et accroît les importations. Ainsi, si le redressement budgétaire annoncé par le ministre des Finances Miguel Garcia est mis en œuvre, il pourrait alléger les tensions sur les

finances publiques et contribuer au rééquilibrage du commerce extérieur.

Le projet routier ALO Sur entre en phase de travaux pour un investissement de 511 M\$.

Le projet autoroutier ALO Sur, destiné à créer une nouvelle liaison entre Soacha et Bogotá, entre en phase de travaux pour un investissement estimé à 511 M\$. Le projet porte sur un corridor de 24,5 km et prévoit notamment la construction et la réhabilitation de plusieurs sections routières, 34 ponts ainsi que deux échangeurs dénivelés. Cette nouvelle infrastructure doit permettre de créer un axe alternatif à l’Autopista Sur, aujourd’hui l’un des principaux points de congestion pour l’accès à Bogotá depuis le sud-ouest du pays. Au-delà de l’amélioration de la mobilité entre Bogotá et Soacha, le projet devrait faciliter les flux en provenance notamment de Girardot et Sibaté et contribuer au désengorgement de l’un des principaux corridors d’entrée dans la capitale.

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en glissement annuel	Ce jour
Bourse (COLCAP)	3,0%	39,1%	2609
Change USD/COP	5,9%	-13,6%	3356
Change EUR/COP	4,8%	-16,5%	3810
Prix du baril (Brent, USD)	-1,7%	48,8%	103,65

Équateur

Le gouvernement demande aux grands consommateurs d’électricité de réduire leur consommation face à un secteur électrique tendu.

Le gouvernement a demandé aux grands consommateurs d’électricité de réduire leur consommation afin de préserver les réserves du système électrique national à l’approche de la période sèche, intensifiée par le phénomène *El Niño*. Depuis le 22 septembre, environ 150 entreprises et industries sont

soumises à une journée hebdomadaire de déconnexion, du mardi au samedi, selon un calendrier propre à chaque entreprise. La mesure vise principalement à ralentir la baisse du niveau du réservoir de Mazar, élément essentiel du complexe hydroélectrique Paute Integral. Le gouvernement souhaite maintenir son niveau au-dessus de 2 115 mètres afin de garantir la continuité de la production hydroélectrique. La diminution des précipitations et la hausse de la demande dans la région côtière ont accéléré la baisse du niveau d'eau du réservoir. Selon le ministère de l'Énergie, les restrictions pourraient permettre de réduire la demande de 600 à 1 000 MW. La plupart des 101 entreprises affectées par cette mesure appartiennent au secteur industriel, mais les secteurs du commerce et de l'aquaculture sont également affectés. Certaines disposent toutefois de capacités d'autogénération et ne seront donc pas affectées par les coupures obligatoires. Le gouvernement envisage également de modifier les horaires de travail de certaines entreprises afin de mieux répartir la demande dans la semaine. Cette mesure intervient alors que l'exécutif cherche à limiter le risque de nouveaux rationnements pendant l'étiage.

L'inflation au mois d'août poursuit sa tendance à la baisse.

Selon le dernier rapport de la Banque centrale, l'évolution récente des prix reste modérée en Équateur, dans un contexte où l'inflation demeure contenue. Pour le mois d'août, l'inflation annuelle s'est établie à 1,1 % (en g.a.), selon les données publiées par la Banque centrale, soit une baisse de 0,27 point par rapport à juillet. Sur une base mensuelle, les prix ont progressé de 0,04 %, après une baisse de 0,09 % en juillet. Le secteur des transports a enregistré la principale incidence sur l'évolution de l'indice des prix, malgré une baisse de 1,9 % du prix des combustibles. Les prix des carburants et du diesel ont ainsi diminué en août. Les prix des produits

alimentaires ont également reculé de 0,18 %. À l'inverse, les services ont enregistré une hausse de 0,47 %.

Guyana

Le Guyana prend du retard dans le commerce numérique.

Un nouveau rapport de la Banque mondiale, de la BID et de l'OMC dresse un bilan mitigé de la participation du Guyana au commerce numérique. D'une part, 83 % de la population guyanienne utilisait Internet en 2024, ce qui place le pays devant plusieurs économies des Caraïbes et d'Amérique latine. Le rapport constate également que le coût de l'accès à Internet fixe était relativement abordable au Guyana, son coût représentant moins de 2 % du revenu national brut par habitant, ce qui le classe parmi les coûts les plus bas enregistrés dans la région.

Toutefois, le rapport indique que les services fournis par voie numérique ne représentaient qu'environ 13 % du total des exportations de services du Guyana en 2024, un chiffre nettement inférieur à celui des principaux acteurs de la région tels que le Brésil (62 %) et le Suriname (57 %). Les exportations de services fournis par voie numérique représentaient moins de 1 % du PIB du Guyana en 2024, ce qui place le pays parmi ceux où la part du commerce numérique dans le PIB est la plus faible. Le rapport souligne que les pays ont besoin de cadres réglementaires stables, d'entreprises numériques, de systèmes de paiement, de financements et de connexions avec les marchés internationaux pour transformer la connectivité en activité économique. Or, le Guyana se situe dans le bas du classement des pays d'Amérique latine et des Caraïbes dans l'indice de performance logistique de la Banque mondiale, avec des faiblesses dans les domaines des douanes, des infrastructures, des compétences logistiques, de la rapidité d'exécution et de suivi. Par

ailleurs, le Guyana n'a rejoint aucune des initiatives de l'OMC liées aux déclarations conjointes sur le commerce électronique, alors que ces accords peuvent contribuer à établir des règles prévisibles en matière de contrats, de transactions électroniques et de protection des données. Ces domaines revêtent une importance croissante pour les entreprises souhaitant exporter leurs services.

Pérou

La production illégale d'or a déjà dépassé la production légale.

Selon les estimations de l'Institut péruvien d'économie (IPE), l'exploitation minière illégale produit désormais plus d'or que l'activité légale au Pérou. Cette estimation repose sur une comparaison entre l'or qui quitte le pays par les ports et la production que les entreprises sont tenues de déclarer au ministère de l'Énergie et des Mines (Minem). Entre janvier et juin 2026, la production légale d'or a baissé de 5,9 %, tandis que la production d'origine illégale a augmenté de 19,4 %. En conséquence, au cours du premier semestre, la production illégale a dépassé la production légale de 8,7 tonnes. En comparaison, l'IPE estime que la production illégale d'or atteindrait au moins 110 tonnes en 2026 et pourrait même dépasser les 120 tonnes. Ainsi, entre 52 % et 55 % de l'or exporté par le Pérou pourrait être d'origine illégale, atteignant au moins 16 Mds USD d'exports cette année (3 à 4 % du PIB). Ce scénario prudent représenterait près de huit fois la valeur enregistrée il y a une décennie et environ 40 % de plus que les 11,5 Mds USD estimés par l'IPE pour 2025.

La Banque centrale revoit à la baisse ses prévisions de croissance à 3,2 % pour 2026 en raison du phénomène *El Niño*.

La Banque centrale (BCRP) a revu à la baisse ses prévisions de croissance du Pérou à 3,2 %

pour cette année, contre les 3,4 % prévus en juin. Cet ajustement s'explique par l'impact plus important que prévu du phénomène *El Niño*, notamment sur les secteurs primaires tels que la pêche et l'agriculture. La BCRP estime désormais que l'impact d'*El Niño* sur le PIB sera de -0,9 p.p. cette année, contre les -0,7 p.p. qu'elle avait calculés dans son estimation précédente. Pour 2027, l'effet estimé a également augmenté, passant de -0,9 à -1,1 p.p. Par ailleurs, la banque a décidé de maintenir le taux directeur à 4,25 %, qu'elle se dit prête à ajuster au cours des prochains mois en fonction de l'inflation, de l'activité économique et des conséquences d'*El Niño*. De son côté, l'agence de notation Moody's Ratings prévoit une croissance comprise entre 3 % et 3,5 % en 2026 et 2027 et maintient la note de crédit à Baa1 avec une perspective stable malgré les effets du phénomène climatique. L'agence estime que les réserves budgétaires du Pérou réduisent le risque d'une contraction économique prolongée et ne s'attend pas à ce que ce phénomène affecte de manière significative le potentiel de croissance du pays.

Suriname

Le PDG de TotalEnergies confirme l'avancement du projet GranMorgu.

Selon Patrick Pouyanné, PDG du groupe TotalEnergies, près de la moitié de l'investissement dans le projet GranMorgu a désormais été décaissée. Les premiers barils de pétrole sont prévus pour mi-2028 (cf. [Focus semaine 35](#)). Une nouvelle campagne d'exploration est également prévue dans le bloc 58 en 2027 pour approfondir la connaissance du potentiel de la zone entourant GranMorgu. D'ici la fin de 2026, plus de 600 emplois devraient être occupés par des ressortissants surinamais, tandis que plus de 100 entreprises locales de divers secteurs contribuent déjà au projet. Une fois opérationnel, le projet devrait créer près de

6 000 emplois directs et indirects et générer entre 1 Md\$ et 1,5 Md\$ de recettes au Suriname sur toute sa durée de vie. Un accent est également mis sur la formation de la population, puisque des partenariats avec des établissements d'enseignement et des initiatives telles que SURICAP contribuent à préparer les professionnels et les entreprises surinamais aux opportunités liées au projet ou à de futures opérations de production.

Venezuela

Le FMI ouvrira un bureau à Caracas en 2027.

Le Fonds Monétaire International (FMI) ouvrira un bureau de représentation à Caracas au S1 2027, cinq mois après le rétablissement formel des relations entre le gouvernement vénézuélien et l'institution. L'annonce a été faite par la directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva, à l'issue d'une réunion avec la présidente Delcy Rodríguez. Cette implantation doit notamment permettre au FMI de rétablir ses échanges techniques avec les autorités et d'actualiser rapidement ses informations sur les données économiques ainsi que sur les politiques monétaire et budgétaire.

Indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants (Md\$)	PIB/hab. à prix courants (K\$)	Croissance du PIB (% du PIB)		Compte courant (% du PIB)	Dettes publiques brutes (% du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2026 p.	2026 p.	2026 p.	2025	2026 p.	2026 p.	2026 p.	2023	Variation par rapport à 2022	Variation en fin de période, 2026 p.
Bolivie	12,7	80,7	6,3	-1,2	-3,3	1,2	102,7	108	+5	25,0
Colombie	53,4	539,6	10,1	2,6	2,3	-2,5	60,9	83	+2	6,3
Equateur	18,2	138,2	7,6	3,7	2,5	5,2	54,4 (2025)	88	+1	3,0
Guyana	1,0	34,0	33,2	19,3	16,2	21,5	29,2	89	+6	5,7
Pérou	34,7	380,9	11,0	3,4	2,8	3,4	30,0	79	0	2,5
Suriname	0,7	5,9	8,9	1,5	3,9	-44,8	87,1	114	+2	12,0
Venezuela	26,9	111,3	4,1	1,5	4,0	7,1	308,7 (2025)	121	0	219,7
Argentine	47,9	688,4	14,4	4,4	3,5	-0,8	70,4	47	0	25,0
Brésil	214,1	2 635,9	12,3	2,3	1,9	-2,7	102,7	84	+2	4,3
Chili	20,2	407,8	20,2	2,3	2,4	-0,8	42,5	45	0	3,6
Mexique	134,4	2 120,9	15,8	0,6	1,6	-0,4	62,7	81	+3	3,9

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Andrés BRAGANZA, Diego DAVO, Ursula ELEIZALDE, Killian MAGDELAINE, Diego MAGUINA, Marie REBOURS, Victoria SEIGNEZ.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)

